Pierre Mélandri, Serge Ricard (dir.), *Les États-Unis
face aux révolutions, de la Révolution française à la
victoire de Mao en Chine*

Paris, L'Harmattan, 2006, 226 p., ISBN 2-296-01277-9 21.35 €.

Marc Belissa

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11305>
DOI : 10.4000/ahrf.11305
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007
Pagination : 227-229
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Marc Belissa, « Pierre Mélandri, Serge Ricard (dir.), *Les États-Unis face aux révolutions, de la Révolution française à la victoire de Mao en Chine* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 349 | juillet-septembre 2007, mis en ligne le 29 décembre 2009, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11305> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11305>

Les articles composant le recueil insistent sur plusieurs aspects tendant à remettre en cause les mythes qui entourent cet événement clé de la mémoire nationale qui fait encore largement consensus outre-Atlantique malgré les assauts du révisionnisme historique tous azimuts de ces dernières années. Tout d'abord, et malgré la volonté de Jefferson, l'impact de l'expédition sur la science de son époque a été très limité, car le journal de l'expédition est resté très longtemps inédit (il n'a été publié qu'au début du XX^e siècle) et les données accumulées ont été peu exploitées. D'autre part, la question des frontières avec l'espace anglais et espagnol n'a pas été réellement affectée par l'expédition et il faudra bien des décennies avant qu'elles ne soient fixées. Du point de vue commercial, l'exploration de Lewis et Clark n'est pas non plus une réussite. Alors, pourquoi la considérer comme un épisode *fondateur* de la conquête de l'Ouest par la nation américaine ? En réalité, comme plusieurs articles le remarquent, elle s'insère dans une série d'explorations, antérieures et postérieures, qui ont peut-être joué un rôle plus important pour certaines d'entre elles. D'autre part, cette expédition présentée par la mémoire mythique comme l'expression parfaite de l'esprit pionnier américain, doit énormément aux coureurs des bois français ou franco-indiens qui parcouraient déjà l'Ouest avant l'expédition et elle aurait été détruite à plusieurs reprises sans l'aide de certaines tribus indiennes comme les Nez-Percés. Finalement, ce voyage est peut-être avant tout un « pointeur » (P. Lagayette, p. 6) qui dirige les regards des Américains vers un horizon encore trop éloigné pour pouvoir être maîtrisé. Le fait que l'expédition ait *traversé* le continent implique une forme de prise de possession qui sépare symboliquement l'histoire nationale américaine entre un avant et un après. Comme l'écrit P. Lagayette, l'expédition offre aux Américains « une conception de l'expansion où l'espace remplace le temps, ce temps dont l'histoire européenne a montré qu'il n'engendrait que corruption et décadence sociale » (p. 7). L'expédition « ouvre grand les fenêtres de la maison américaine » vers une immensité, base de la nation américaine. Les articles regroupés ici mettent également en évidence les ambiguïtés du discours jeffersonien à l'égard des Indiens qu'il s'agit de civiliser, mais en s'emparant de leurs terres, en les détournant de la chasse et en les encourageant à la sédentarisation.

Cet ouvrage, comme d'autres du même type publiés à l'occasion des concours, vient heureusement combler un manque historiographique, car il n'existait aucun ouvrage aisément disponible en français traitant spécifiquement cette question si importante pour comprendre l'histoire et les mythes historiques américains.

Marc BELISSA

Pierre MÉLANDRI, Serge RICARD (dir.), **Les États-Unis face aux révolutions, de la Révolution française à la victoire de Mao en Chine**, Paris, L'Harmattan, 2006, 226 p., ISBN 2-296-01277-9 21.35 €.

Cet ouvrage collectif regroupe historiens et américanistes autour du thème de l'attitude des États-Unis face aux révolutions depuis la création de la république fédérale jusqu'au XX^e siècle. Seules les quatre premières contributions (un peu moins d'une centaine de pages) concernent notre période au sens large (jusqu'en 1830).

Issue elle-même d'une révolution victorieuse, la République américaine entretient une relation complexe avec les révolutions qui l'ont suivie. Elle passe longtemps — au moins jusque dans les dernières décennies du XIX^e siècle — pour une puissance favorisant, ou du moins voyant d'un bon œil, les mouvements de contestation des anciens pouvoirs en Europe et dans le monde colonisé. Puis avec la révolution russe, elle devient une puissance associée à la lutte contre-révolutionnaire et au soutien aux dictatures civiles ou militaires dans le monde entier. En réalité, les Américains n'ont jamais constitué un bloc face aux mouvements révolutionnaires : l'opinion a toujours été, dès l'origine, très divisée sur ce point. L'attitude des États-Unis face aux révolutions est plus complexe qu'il n'y paraît. Elle est en partie déterminée, selon les deux éditeurs scientifiques du recueil, par l'idée, abondamment ressassée outre-Atlantique, de l'exceptionnalisme américain : la révolution américaine est un modèle insurpassable et tous les mouvements postérieurs doivent se juger à son aune. Si elle est un mouvement unique, produit de circonstances particulières, les autres peuples sont-ils dignes de l'imiter ? Ainsi, dès le début des révolutions dans l'Empire espagnol, des voix s'élèvent contre le fait d'assimiler les mouvements révolutionnaires en cours à ceux de 1776.

La première contribution est celle de Claude Fohlen sur « Les pères fondateurs et la Révolution française ». Sa thèse est classique : les dirigeants américains et l'opinion publique seraient passés de l'admiration pour la révolution de 1789-1791 à la répulsion pour la révolution radicale à partir du 10 Août qui met fin au pouvoir du roi qui les avait soutenus dans leur lutte contre l'Angleterre, répulsion accentuée sous le Directoire par les conflits maritimes. On peut ne pas être convaincu par ce schéma et penser que, dès la fin de 1789, une partie des dirigeants américains, Washington et Hamilton en tête, sont de plus en plus hostiles à la révolution populaire. Lors de l'affaire de Nootka en 1790, Hamilton propose d'ailleurs au cabinet de profiter de la situation pour se débarrasser de l'alliance franco-américaine qui lui semble être un obstacle au rapprochement, nécessaire selon lui, avec l'Angleterre. De même, une bonne partie de l'opinion, et notamment les partisans de Jefferson et Madison, restent de fermes soutiens de la République française, y compris en pleine « Terreur » et se soucient assez peu du sort de Louis XVI. Si les affaires Genet en 1793, puis XYZ en 1797, contribuent à tendre à l'extrême les relations entre les deux républiques, une partie importante de l'opinion américaine reste pourtant favorable à la République française dans son combat contre les puissances européennes. La deuxième contribution est celle de Marie-Jeanne Rossignol sur l'attitude des États-Unis face à la révolution de Saint-Domingue. Elle montre que la République américaine n'a jamais officiellement considéré la révolution noire comme un mouvement de même nature que celles de l'Amérique du Nord ou de France, même si quelques voix minoritaires ont fait le rapprochement. La peur d'une contagion de l'insurrection des esclaves aboutit à l'exclusion de la république noire malgré les accords de commerce initiaux avec Toussaint-Louverture. Le troisième article, de Sylvia Hilton, pose la question des rapports entre les États-Unis et les colonies espagnoles sous l'angle de la construction des identités sur leurs frontières communes. Monica Henry aborde ensuite le problème plus général de la reconnaissance par les États-Unis des républiques hispano-américaines. Les mouvements révolutionnaires dans l'Amérique espagnole suscitent des réactions contrastées : sympathie ou méfiance, mais surtout volonté initiale de ne pas se départir de la doctrine officielle, et fondatrice depuis 1793, de la neutralité dans les conflits qui concernent les puissances européennes. Les Hispano-américains font

pression sur le gouvernement américain et, sous la présidence de Monroe, obtiennent gain de cause en 1822. Monica Henry montre que ce n'est qu'après avoir réglé le contentieux avec l'Espagne dans le traité transcontinental que les Américains se sont décidés à reconnaître les indépendances et à sortir de leur neutralité. La politique américaine relève plus du *watchful waiting* que de la solidarité avec les voisins du sud.

Marc BELISSA

Marcel DORIGNY, Bernard GAINOT, **Atlas des esclavages. Traites, sociétés coloniales, abolitions, de l'Antiquité à nos jours**, Paris, Éditions Autrement, 2006, 80 p., ISBN 2-7467-0878-7, 15 €.

Dans la tradition des atlas des Éditions Autrement, cet ouvrage de Marcel Dorigny et de Bernard Gainot allie cartes, plans, tableaux statistiques et brèves synthèses dans un vaste panorama des esclavages, de l'Antiquité au monde contemporain : trois parties sur quatre sont cependant consacrées à la période qui suit les Grandes Découvertes, celle de l'implication massive de l'Occident dans un phénomène qui marque profondément les sociétés américaines et africaines, et aussi, par un mouvement de retour, les sociétés colonisatrices. Les auteurs étudient ainsi, après les esclavages qui précèdent les grandes découvertes, tour à tour les « traites légales » du XVI^e au XIX^e siècle, les sociétés esclavagistes, et enfin les abolitions. Il faut comprendre l'expression de « traite légale » par opposition aux traites illégales du XIX^e siècle ; choquante si l'on considère la barbarie inhérente au trafic des hommes, elle permet de mieux faire ressortir l'implication des États européens pendant la période qui a précédé.

Ce petit livre a le mérite de réunir une documentation ordinairement très éclatée, avec une excellente présentation des cartes et des graphiques. Le discours sur la traite et l'esclavage doit d'abord passer par la mise à la disposition du grand public de données factuelles établies avec la rigueur de la recherche historique. Citons en particulier, dans les « traites légales », le graphique des traites française et britannique de 1633 à 1864, ou encore les doubles pages consacrées aux forts de traite et aux États négriers en Afrique. La partie consacrée aux « sociétés esclavagistes » est bienvenue ; elle présente, tout particulièrement aux Antilles, au Brésil et en Amérique du Nord, le monde des plantations et celui des villes coloniales, la place des femmes, les résistances à l'esclavage et le phénomène du marronnage. Elle montre encore les contestations de l'esclavage tant aux États-Unis, qu'en Angleterre et en France.

La troisième partie traite des abolitions. Pétitions abolitionnistes relativement importantes en Angleterre, mobilisation plus mitigée de l'opinion dans la France des États généraux et de la première abolition de l'esclavage en 1794. Suivent une carte et une chronologie des révoltes et des révolutions antillaises ; des cartes et des mises au point présentent la liberté générale à Saint-Domingue, la réaction esclavagiste de 1802-1804 à Saint-Domingue, à la Guadeloupe et en Guyane. De nombreux graphiques permettent de mesurer l'ampleur considérable de la traite illégale, avant les trois vagues d'abolition du XIX^e siècle par les États européens, par les nouveaux États américains, et aussi sur le continent africain. Une double page est consacrée aux engagés qui remplacent la main-d'œuvre affranchie aux Antilles.